

Correction – Développement construit

Des Français partagés sur l'Union européenne

Brevet – Histoire-géographie · 3^e · Sujet d'entraînement

Sujet. Rédigez un développement construit d'une trentaine de lignes montrant que les Français sont partagés sur l'Union européenne. Vous vous appuyerez sur des exemples précis.

1. Comprendre le sujet

« Montrer que les Français sont partagés » : ta copie doit présenter **les deux côtés**, l'attachement et la méfiance, puis prouver ce partage par des faits (référendums, élections, mobilisations). Le sujet porte sur les opinions des Français, des années 1990 à aujourd'hui. Mots-clés : euroscepticisme, souveraineté, référendum, abstention. Reste neutre : tu présentes les arguments de chacun, sans donner ton avis. Les chiffres de vote doivent être exacts ou arrondis honnêtement. Hors-sujet : réciter les institutions européennes ou détailler les traités.

2. Les repères à mobiliser

- 1992 : référendum sur le traité de Maastricht (environ 51 % de « oui »)
- 2002 : l'euro en pièces et billets
- 29 mai 2005 : « non » au traité constitutionnel européen (près de 55 %)
- Début 2024 : manifestations d'agriculteurs contre des normes européennes et le projet d'accord avec le Mercosur
- 2024 : élections européennes, participation d'environ 51 %
- Euroscepticisme : méfiance ou hostilité envers la construction européenne
- Souveraineté : capacité d'un État à décider seul de ses lois

3. Le plan

1. Des Français attachés à l'Europe

- L'euro (2002) et les voyages sans passeport dans l'espace Schengen
- Erasmus, la PAC, les fonds européens des Hauts-de-France aux outre-mer
- La paix sur un continent longtemps en guerre

2. Des Français méfiants

- Des décisions jugées lointaines, une souveraineté réduite
- La crainte de la concurrence et des délocalisations
- Les agriculteurs mobilisés début 2024

3. Un partage visible dans les votes

- Maastricht (1992) : environ 51 % de « oui »
- 2005 : près de 55 % de « non » au traité constitutionnel
- 2024 : une abstention élevée, une liste très critique envers l'Union en tête

4. Le développement construit rédigé

La France est l'un des pays fondateurs de la construction européenne, mais les Français restent divisés sur l'Union européenne. Certains y voient une protection et une chance, d'autres une menace pour leur souveraineté, leurs emplois ou leur agriculture. Nous verrons d'abord ce qui rattache les Français à l'Europe, puis les raisons de leur méfiance, avant de montrer comment ce partage s'exprime dans les votes.

D'abord, beaucoup de Français sont attachés aux réalisations concrètes de l'Europe. Ils utilisent l'euro depuis 2002 et voyagent sans passeport dans l'espace Schengen. Des dizaines de milliers d'étudiants français partent chaque année avec Erasmus. Les agriculteurs bénéficient de la PAC, et de nombreuses régions, des Hauts-de-France aux outre-mer, reçoivent des fonds européens. Pour beaucoup, l'Union garantit aussi la paix sur un continent longtemps déchiré par les guerres.

Ensuite, une partie des Français se méfie de l'Union. Certains lui reprochent de décider loin des citoyens, à Bruxelles, et de réduire la **souveraineté** nationale. D'autres l'accusent de favoriser la concurrence et les délocalisations. Début 2024, de nombreux agriculteurs ont manifesté contre des normes européennes jugées trop lourdes et contre un projet d'accord commercial avec le Mercosur, en Amérique du Sud.

Enfin, ce partage apparaît dans les votes. En 1992, le traité de Maastricht n'est approuvé par **référendum** qu'avec environ 51 % de « oui ». En **2005**, près de 55 % des votants rejettent le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Aux élections européennes, environ un électeur sur deux ne vote pas, et en 2024, la liste du Rassemblement national, très critique envers l'Union, arrive en tête avec plus de 30 % des voix.

Ainsi, les Français sont partagés entre l'attachement aux avantages concrets de l'Union et la crainte de perdre leur souveraineté ou leurs protections. Ce débat, très présent à chaque élection, montre que la construction européenne doit encore convaincre les citoyens.

Le piège de ce sujet. Donner son opinion personnelle sur l'Europe au lieu de décrire les positions des Français, ou avancer des résultats de vote inventés ou approximatifs.